



<http://www.horlieu-editions.com>  
[contact@horlieu-editions.com](mailto:contact@horlieu-editions.com)

INTROUVABLE

Collectif *Révoltes Logiques*

## **Deux ou trois choses que l'historien social ne veut pas savoir**

Texte publié dans le numéro 100 de la revue *Mouvement social*, 1977

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites à l'exclusion de toute exploitation commerciale.

La reproduction devra obligatoirement mentionner le nom de l'auteur, le nom du site et la référence électronique du document.

Document accessible à l'adresse suivante : [horlieu-editions.com/introuvables/les-revoltes-logiques/Deux-ou-trois-choses-que-l-historien-social-ne-veut-pas-savoir.pdf](http://horlieu-editions.com/introuvables/les-revoltes-logiques/Deux-ou-trois-choses-que-l-historien-social-ne-veut-pas-savoir.pdf)

© ayant- droit

## Collectif *Révoltes Logiques*

### Deux ou trois choses que l'historien social ne veut pas savoir

*Le Mouvement social* nous invite à joindre notre critique à la réflexion qu'il a engagée sur lui-même à l'occasion de ce numéro. Nous voudrions pourtant faire autre chose qu'apporter la voix d'un confrère critique ou d'un consommateur exigeant. Plutôt que d'en appeler de la pratique du *Mouvement social* à une autre histoire sociale, moins académique dans son style ou plus hardie dans sa politique, nous saisissons l'occasion de nous interroger sur l'histoire sociale comme objet. Ce sera aussi bien dire pourquoi, bien que nous fassions des recherches sur le même terrain (celui du dressage des travailleurs, des luttes ouvrières, de l'histoire militante ou des cultures populaires...) nous entendons *ne pas faire* d'histoire sociale.

Qu'est-ce qui pour nous fait question dans le projet même du *Mouvement social* ? C'est que d'entrée de jeu il se fait un cadeau appréciable : l'homonymie de son titre et de son objet : « Nous étudions l'histoire sociale, le mouvement social – d'où le titre choisi... » (1). Derrière cette homonymie, est-ce qu'il n'y a pas autre chose qui se donne aussi comme allant de soi : la positivité d'un objet qu'il n'est pas nécessaire d'interroger : le « mouvement social » est en effet un objet à propriétés remarquables : évident dans sa donnée, et aussi évidemment connoté « à gauche », le « mouvement social » a en même temps l'avantage de n'être pas politique. Le « mouvement social » existe comme le « mouvement ouvrier » à l'abri de toutes suspicions : objet évident pour chercheurs universitairement sérieux et politiquement honnêtes. C'est cette évidence de l'objet et cette honnêteté du sujet — ou plutôt c'est l'unité des deux — que revendique le manifeste initial du *Mouvement social*.

Nous étudions l'histoire sociale, le mouvement social – d'où le titre choisi – en historiens, en chercheurs scientifiques qui accumulent les documents, les passent au crible et en dégagent la vérité dans la mesure où il est possible de l'atteindre dans ce domaine, mais ne veulent nullement tenter à tout prix des rapprochements avec les événements de l'heure ou se servir de l'histoire pour expliquer le présent (2).

Précisons bien ce qui nous gêne dans cette neutralisation du rapport passé/présent. Nous ne lui opposons nullement une revendication du genre « l'histoire doit prendre parti, elle doit être au service des luttes », etc. Une telle critique est pour nous à côté de la question. L'histoire ne doit pas être au service des luttes, pour la simple raison qu'elle *ne cesse pas d'être* au service de *certaines* luttes. Et c'est seulement en questionnant le passé à partir d'aujourd'hui qu'il est possible de se demander quel « objet » ou « méthode » historique sert quelles luttes.

Au lieu de cela, le programme du MS lie deux choses en réalité différentes : il refuse une certaine histoire, celle qui au temps de la guerre froide sacrifiait la libre recherche de la vérité aux intérêts immédiats du mouvement stalinien (et, en cela, il établit bien une certaine relation du présent au passé) ; mais il exprime ce refus sous la forme d'une simple opposition entre un parti pris politique et une étude objective du « Mouvement social » ; le mensonge ou simplement l'« intérêt » politique étant mis hors-jeu, le « social » se prêterait comme tout autre domaine à la simple accumulation et au simple filtrage de sources nouvelles. Pour faire une histoire sociale qui ne soit pas une histoire édifiante, il suffirait en gros de deux choses : d'une certaine *attitude*, d'un refus d'exprimer un jugement sur l'objet :

Nous avons tous fait nôtre l'opinion de Lucien Febvre suivant laquelle l'historien n'avait pas à jouer les juges-suppléants de la vallée de Josaphat (3) ;

d'un certain déplacement du champ d'investigation : l'historien social se distinguera de l'historiographe politique en s'intéressant moins à la scène du mouvement ouvrier politique, de ses grandes dates et de ses hauts faits qu'au mouvement de fond qui la soutient : l'histoire de la révolution industrielle, les effets des grandes mutations dans la technologie et l'organisation du travail, l'évolution des formes de revendication et de conscience ouvrières ; elle dédaignera les grandes synthèses pour saisir dans leur ponctualité, à travers l'histoire d'une entreprise, d'un conflit, d'une forme d'expression, les mutations dans le geste du travail, l'espace de sa représentation, les mentalités des travailleurs.

Deux impératifs donc qui prétendent n'en faire qu'un seul : *ne pas juger, montrer* ; sous les orthodoxies politiques, décrire la réalité plus complexe, plus mouvante du mouvement social des profon-  
deurs.

Ne pas juger ? Mais n'est-ce pas déjà un étrange présupposé que de penser la politique sous la forme du jugement, de l'opinion portée sur le réel, quand c'est peut-être dans l'évidence de ce réel que gît la politique ? Le refus de soumettre le chercheur aux contraintes d'un parti laisserait alors le champ libre à une politisation plus efficace : l'accord entre les évidences de l'écuménisme de gauche et les certitudes tranquilles de l'accumulation universitaire.

Montrer ? Mais si ce *renvoi au réel* était lui-même le produit d'une histoire au sein de laquelle il ne serait nullement l'autre face d'un *refus de juger* ?

Consultons la bibliographie de base de l'apprenti chercheur en histoire du mouvement ouvrier, premier socle dans cette accumulation de « savoir sur le social » auquel il est voué. Deux choses ne devraient pas manquer de frapper dans cette collection de références : que les auteurs qui la constituent ont presque tous eu d'autres préoccupations – voire d'autres fonctions sociales – que celles de chercheurs en histoire sociale ; et corrélativement, qu'en publiant des documents de base sur le réel de l'histoire ouvrière, allant des dossiers de police à l'enquête orale, ils exprimaient certains « jugements », servaient certaines « luttes ». Quand Octave Festy, enquêteur à l'Office du Travail, publie, à partir de documents trouvés sans les avoir cherchés, son livre de référence sur *Le Mouvement ouvrier au début de la monarchie de Juillet*, il veut aussi défendre une idée qui, dans la conjoncture du mouvement socialiste au début de ce siècle, a pour lui quelque importance politique : que les motivations spécifiquement économiques n'ont pas eu dans l'histoire réelle du mouvement ouvrier la prédominance que leur attribue le marxisme sur les motivations politiques et idéologiques. Quand les frères Bourgin publient, sous le titre *Les patrons, les ouvriers et l'Etat* un recueil de documents d'archives sur *Le Régime de l'industrie en France de 1814 à 1830*, l'ouverture de ce nouveau champ de recherches n'est-elle pas guidée aussi par le choix d'un certain socialisme gestionnaire prônant la concertation sociale au profit de la production nationale ? Quand Joseph Barberet ou Isidore Finance – militants ouvriers vaincus par la montée du « collectivisme » et devenus fonctionnaires au Ministère de l'Industrie – recueillent des matériaux pour nous irremplaçables sur l'histoire des métiers et des sociétés ouvrières, ne renvoient-ils pas de la scène de la politique ouvrière à la réalité profonde d'un mouvement ouvrier enraciné dans la richesse des métiers et dans une tradition d'organisation autonome que sa maturation ne saurait manquer d'amener à la concertation avec l'Etat républicain ?

Autrement dit, l'objet « mouvement social », ce réel des structures profondes de la condition, de la pratique et de la pensée ouvrière est-ce qu'il n'a pas été délimité, balisé, cartographie à partir des « luttes » et des « jugements » de gens qui, pour parler de lieux différents — des bureaux ministériels au militantisme coopératif — n'en étaient pas moins unis dans la même perception d'ensemble d'un mouvement social des profondeurs opposé aux idéologies et politiques révolutionnaires plus ou moins bruyantes et plus ou moins venues de l'extérieur, mûrissant au rythme des modernes transformations de l'industrie et de l'Etat et par les vertus de sa propre organisation ? Représentation d'abord forgée contre les formes politiques révolutionnaires du marxisme mais parfaitement congrue par ailleurs avec la philosophie du développement des forces productives et du développement subséquent de la conscience et de l'organisation prolétariennes ; susceptible donc, au fur et à mesure que les enfants

de Marx se rapprochaient de ceux de Barberet, de se fondre dans un même œcuménisme. Dès lors disparaît dans l'objet « mouvement social » la polémique qui le fit exister ; l'arme polémique se transforme en véhicule d'une nouvelle orthodoxie justement fondée non plus sur le dogme mais sur l'œcuménisme. Si l'historien social n'a pas à être orthodoxe, c'est que son objet l'est pour lui : entendons qu'il ne cesse d'avancer dans le bon sens : flot univoque et nécessaire du mouvement social : développement des forces productives et de la conscience des travailleurs ; complexification des problèmes et passage à toujours plus de réalisme. Si on peut laisser de côté le présent dans l'étude du passé, c'est que le fleuve nous porte, que le passé légitime doublement le présent : légitimation du chercheur de gauche par les connotations héroïques et populaires de son objet, légitimation des politiques présentes de gauche comme l'aboutissement inexorable du mouvement social qui chasse peu à peu les illusions archaïques.

*Cela a été ; nous n'en sommes plus là.* N'est-ce pas une politique présente qui s'exprime et scan- de en leitmotiv tant d'études du *Mouvement social* ? « Nous sommes bien loin des Druides et des Félibres. » Ainsi se conclut un article sur « Régionalisme et Histoire sociale » (4). Pourtant, il semble bien que ce qui pointe derrière les discours contemporains sur les belles petites vallées qui concourent à la diversité harmonieuse de « notre » Etat, et dont le nom exact est régionalisme, ce soit précisément cela : des Druides et des Félibres reconvertis dans l'histoire immobile. L'Arlésienne peut bien habiter à Montaillou, elle n'en chante pas moins sa « petite patrie » et nous sommes si peu loin des Druides et des Félibres que le conflit se situe aujourd'hui entre eux et d'autres positions que 1968 contribua sinon à faire naître, du moins à clarifier. Serait-ce que notre présent aurait à voir avec un débat « archaïque » et dépassé par le flot du mouvement social ? Serait-ce que les politiques présentes de gauche auraient à voir avec la pensée régionale des Félibres ? Quand la politique advient, l'historien social *n'en est plus là.*

Bien sûr, l'historien social ne part jamais sans laisser d'adresse et son « Nous n'en sommes plus là » qui exclut la question politique lui fait vite retour sous la forme d'un « Ils n'en étaient pas encore là » qui intronise la *réponse* politique. Ainsi lorsqu'il s'agit, dans un numéro sur « Culture et militan- tisme » d'expliquer les raisons de la timidité du PC dans les années 1930 en matière de sexualité :

Vers 1968, dans une France qui n'est plus en majorité rurale et où les salariés approchent les quatre cinquièmes de la population active, les communistes commencent à poser les problèmes sexuels pour eux-mêmes, à en faire un chapitre autonome de leur réflexion. Cela aide à com- prendre leur attitude des années 1930 : le poids de la campagne, de la province, des boutiquiers s'exerce sur une classe ouvrière minoritaire (5).

Passons sur les horizons bienheureux de liberté-maturité sexuelle qui nous sont promis à l'ère prochaine de la propriété socialiste et des magasins d'Etat et indiquons seulement la question qui nous brûle les lèvres : le retour à la morale sexuelle en URSS dans les années 1930 serait-il dû à une dimi- nution du nombre des salariés (l'explication, il est vrai, pourrait coller pour les années 1937-1938 qui en virent beaucoup disparaître) et à un retour à l'arriération campagnarde et boutiquière ?

Que voulons-nous faire ici ? critiquer des opinions qui ne sont pas les nôtres ? Non, mais suggérer que, de fait, seul l'affrontement de l'*ici* et de l'*ailleurs* rend pensables certaines questions et marquer comment se réintroduit dans la pratique de l'histoire sociale l'orthodoxie solennellement congédiée. Contrairement à ses proclamations, l'historien social ne cesse de juger ; c'est que ce jugement n'est jamais que la répétition de la politique spontanée de son objet : ce développement des forces produc- tives et de la conscience des travailleurs qui ne cesse de chasser l'arriération paysanne et petite-bour- geoise. S'agit-il par exemple d'analyser une idéologie fasciste – celle de Drieu La Rochelle, et l'on verra à nouveau l'historien en juge-suppléant :

A preuve de la décadence, il apporte sur un même plateau la dénatalité et l'exode rural, soit un mal véritable et un phénomène naturel (6).

L'exode des paysans vers les villes ou les usines a-t-il vraiment toujours eu la douceur d'un phénomène « naturel » ? Pour qui ce phénomène est-il « naturel » et ce « mal » véritable sinon pour le porte-parole d'une certaine politique pour qui la voie du progrès est celle de la centralisation, de la croissance sans problèmes et de la généralisation du salariat ?

Ce perpétuel jeu de cache-cache du politique dans le social a une conséquence sur le « résultat » de la recherche en matière de mouvement social : c'est que jamais le supplément de savoir n'y fait effet de vérité, n'y modifie un savoir que son œcuménisme met précisément à l'abri de toute surprise. « En savoir plus » sur ce réel coupé de sa dimension politique, tel est le mot d'ordre. Mais justement ce supplément de savoir requis aboutit invariablement à la reproduction d'un *déjà-su*. Il arrive que cette déception en vienne – sinon à s'interroger sur ses fondements – du moins à s'exprimer. Ainsi dans la recherche, à travers la statistique, d'un invariant de l'anarchiste, de son origine de classe, qui aboutit à cette conclusion laquelle nous ramène au point zéro de la question :

Ces nuances apportées, nous ne pouvons que souligner le caractère ouvrier du mouvement anarchiste communiste des origines à nos jours, mouvement qui se distingue donc très peu des autres courants politiques de gauche, socialiste ou communiste en ce qui concerne la profession des adhérents ou militants. C'est donc avant tout sur le plan de l'idéologie et de la stratégie qu'il convient de situer les distinctions, souvent les oppositions (7).

Rien ne distingue un anarchiste d'un communiste sinon précisément le fait qu'il est un anarchiste. On ne peut reprocher à une hypothèse de se montrer infructueuse dans les résultats, mais on peut s'étonner que cette absence de résultat se donne toujours sous la forme d'un résultat effectif : si on n'a pas trouvé la différence de l'anarchisme, on a prouvé qu'il était bien un mouvement ouvrier comme les autres. Au lieu de se transformer séance tenante en succès, cet échec à cerner la spécificité anarchiste, n'aurait-il pas été plus utile, s'il avait servi à sortir de ce perpétuel balancement de l'histoire sociale entre l'archive des idées (l'anarchisme comme catalogue d'idées) et l'archive des faits (l'anarchisme comme collection d'individus), qui passe à chaque fois à côté de la *singularité* d'une idéologie, d'une lutte, d'un mouvement ? Au point où le rien de la statistique pourrait induire à des questions nouvelles sur la singularité de l'« objet » cherché – et par contrecoup de la recherche elle-même – il redevient le *total* d'une nouvelle accumulation, où le *déjà-su* se reconferme en produisant le fantôme d'un savoir nouveau.

A travers les différentes façons d'en savoir plus (archives nouvelles, nouvelles méthodes scientifiques, utilisation d'autres disciplines...) c'est au fond toujours le même processus qui se reproduit où la nouveauté que pourrait apporter une recherche est d'emblée neutralisée par un *déjà-su*, en sorte que le travail nouveau n'a plus au fond d'autre fonction que sa propre exhibition. C'est cette exhibition de soi qui reconferme sans cesse le *déjà-su* en instituant le simulacre que ce déjà-su est un *nouveau savoir*. C'est le sens par exemple du recours aux nouvelles sciences humaines où l'historien voit le moyen rêvé d'en savoir plus. Ainsi l'utilisation de la linguistique et de l'informatique dans le numéro du MS sur « Langage et idéologies » (8) n'a pour fonction, en première ligne, que de garantir ce qu'on sait déjà : par exemple, que Hébert cherche à colorer de sans-culottisme son langage pour mettre le peuple des sections à la remorque de l'idéologie jacobine bourgeoise ; en deuxième ligne, de donner des appuis scientifiques à la vision du monde de l'orthodoxie communiste : vision du monde organisée autour de la claire distinction entre les idéologies petite-bourgeoise et prolétarienne : que les petits-bourgeois jouent au prolétaire (Hébert) ou qu'ils expriment leur impuissance politique par un discours contre la politique (anciens combattants dans l'entre-deux-guerres). L'analyse du discours par l'ordinateur doit sagement mettre de côté la question : *Qui peut dire quoi ?* (qu'est-ce qu'un sans-culotte peut dire qui lui soit propre ? ou : qui parle exactement dans le discours des anciens combattants ?) pour renvoyer une fois de plus à la traditionnelle explication par la petite-bourgeoisie. En un sens donc, l'exhibition-de-soi de la science ne fait que marquer comme produit d'un travail nouveau – donc que doter d'une plus-value relative – le déjà-su : l'impuissance bien connue de la petite-bourgeoisie à toute autre action politique que le dévoiement de l'action prolétarienne. Mais peut-être aussi

cet *effet-de-science* qui revalorise le capital constant du savoir historique, est-il un supplément politique nécessité dans l'après-1968 par les nouveaux ravages de cette « petite-bourgeoisie » qui n'en finit pas d'entraver le cours du « mouvement social ».

Là où ce n'est pas la *forme* de la recherche, l'appel à une science ou une technique nouvelle qui produit le re-marquage du déjà-su en produit d'un travail nouveau, c'est le commentaire qui assure cette fonction prenant argument de l'accumulation des recherches présentées pour donner sa plus-value à un discours déjà-constitué. Tel est souvent le rôle de la « présentation » dans les numéros du *Mouvement social* et exemplairement dans le numéro sur la « Naissance de la classe ouvrière ». La présentation s'y ouvre – une fois de plus – sur la nécessité d'en savoir plus :

Pendant longtemps, on s'est contenté d'affirmations vagues. Il était admis que les campagnes avaient été la source de ces migrants [...] Maintenant on souhaite connaître avec plus d'exactitude dans quelle mesure l'exode rural a vraiment satisfait les besoins de main-d'œuvre industrielle ?

Etrange rabattement de la question dans les termes gestionnaires de besoins à remplir. Ce rabattement n'est-il pas là pour neutraliser ce qu'il y a de *polémique* dans la question de la formation du prolétariat : l'idée de la formation rurale de la main-d'œuvre prolétarienne n'est pas seulement, n'est pas d'abord une hypothèse d'histoire sociale. Elle renvoie à des thèses, à des pratiques politiques : thèse de l'accumulation primitive avec le schéma dialectique qu'elle accrédite et les pratiques politiques qu'elle engage ; images de l'arriération paysanne, de son passage à la conscience et à l'organisation prolétariennes à l'école de la fabrique ; ou à l'inverse retour du refoulé « paysan » dans les révolutions socialistes de notre siècle. Or, ici, l'assemblage des travaux particuliers n'est pas agencé pour ouvrir vers ces questions obliques mais simplement pour reconfirmer, par leur effet de masse, une histoire déjà connue mais que leur détail ne permet justement pas tellement de retrouver : la grande généalogie de la révolution industrielle qui entraîne la prise de conscience et le passage à l'organisation des travailleurs. Il se trouve que pour justifier l'histoire édifiante du développement des forces productives entraînant le développement de la conscience des travailleurs, les documents manquent :

L'un des facteurs les plus décisifs à notre avis de la prise de conscience de classe a été à peine effleuré faute de documents : c'est la lutte engagée par les travailleurs pour la défense de leur salaire et de leurs conditions de travail (10).

Là où les documents manquent, c'est précisément leur absence qui va faire preuve en renvoyant au caractère lent et invisible du développement prolétarien, la « lente et souvent invisible mutation » (11) de la classe ouvrière lyonnaise par exemple, pour aboutir à l'affirmation :

Lorsque la grande industrie capitaliste prit un nouvel essor sous le Second Empire, une partie importante de la main-d'œuvre, dans les régions anciennement industrialisées avait déjà acquis un certain niveau de conscience de classe et était entraînée à la lutte (12).

Assurément, quand se développe la grande industrie du Second Empire, il existe déjà de solides traditions de lutte et de conscience de classe mais précisément celles-ci ont fort peu à voir avec le caractère « anciennement industrialisé » de telle ou telle région ; précisément parce que ceux qui les ont forgées n'étaient pas les ouvriers de la fabrique mais bien plutôt les compagnons ou les avant-gardes corporatives des vieux métiers, parce qu'elles sont nées moins de la concentration de la grande industrie que de l'échoppe du cordonnier, de l'assemblée des tailleurs, de la lutte compagnonnique pour le tarif, de la boutique du marchand de vins où l'on discute, de la rue que l'on couvre de barricades, etc., parce que « le prolétariat » n'est pas le produit de la grande industrie, mais de ces espaces et de ces luttes diversifiées, parce que, en somme, l'histoire de la conscience de classe est « une mauvaise histoire », non conforme à ce qu'elle *devrait* être : décalage qui déjà désespère Engels en 1846 lorsqu'il

en appelle de la conscience « petite-bourgeoise » des *Straubinger* au prolétariat conforme que créera la grande industrie. C'est cette généalogie de la bonne conscience de classe, indéfiniment reproduite par les partis ouvriers et les savants marxistes, qui sert de garantie au travail de l'historien et vient annuler d'emblée la volonté, exprimée encore ici, d'ouvrir toutes les questions. La grande « réponse » étant connue d'emblée, ce n'est pas par leur contenu, par le travail concret produit mais par leur effet de masse, bref par la somme de travail-historique-social-moyen que représente leur accumulation que les textes viennent confirmer le discours de l'Histoire sociale. Comme ce n'est pas par ce qu'ils disent qu'ils font preuve : puisque c'est bien plutôt ce qu'ils manquent à dire qui renvoie à l'imperceptible et silencieuse maturation historique de la *bonne* histoire. C'est en somme l'accumulation des silences qui confirme le discours du maître-historien lequel ne fait que reproduire le discours spontané de l'objet « mouvement social ».

Cette transformation du travail concret en travail abstrait obéit, comme l'autre, à une certaine organisation du travail, à certains rapports de pouvoir. Or la négation des pouvoirs en jeu dans son domaine est un trait significatif de la pratique de l'historien social. Cette dénégation commence dans le rapport du chercheur à l'instance qui lui fournit sa principale source de renseignements : l'archive d'Etat.

Entendons-nous bien : l'historien social n'est pas un naïf ; il sait que les commissaires de police ne sont pas toujours très objectifs ni très futés et il s'applique à critiquer les documents qu'ils lui fournissent. Reste à savoir si le positivisme du renseignement ne lui interdit pas de voir que la *politique* de l'archive, elle non plus, ne réside pas prioritairement dans le caractère plus ou moins objectif de l'instance qui enregistre mais dans la stratégie qui préside à l'enregistrement. Un exemple : l'historien social découvre aux Archives les dossiers constitués en 1880, à des fins d'indemnisation, par les victimes du 2 décembre. C'est pour lui une « source nouvelle » pour l'histoire du coup d'Etat : supplément de savoir qui nous apporte « des renseignements *très précis sur des drames individuels* », sur « l'épaisseur humaine » de la vie du militant ouvrier et révolutionnaire (13). Dans la prise de savoir de l'historien de 1975 sur le militant de 1851 disparaît sa condition de possibilité : la prise de pouvoir de l'Etat républicain de 1880 sur ce même militant. Que fait en effet cet Etat ? il *s'achète* une mémoire (celle-là même que revend au détail l'historien social). De la *mémoire de la République* ainsi produite, l'historien social ne veut retenir que la *mémoire du peuple* (tout comme l'éditeur qui par exemple publie Martin Nàdaud à cette enseigne). En *s'intéressant* aux misères héroïques du peuple, l'historien social reproduit la démarche du pouvoir, il confirme l'identification de la mémoire du peuple à celle de l'Etat.

Cette indifférence au pouvoir dans la recherche du supplément de savoir, est-ce qu'elle ne réfléchit pas l'organisation de pouvoir qui préside à cette recherche ? L'histoire sociale subit en effet les lois de la division du travail universitaire, particulièrement visible dans l'institution historique. Le témoignage le plus sensible de cette division, c'est l'article-résumé de mémoire de maîtrise. Le mémoire de maîtrise, c'est un certain rapport de pouvoir : l'étudiant explore pour le maître qui n'a pas le temps mais qui a – en fait ou en droit – la vue d'ensemble, une certaine zone du mouvement social. En retour, il peut espérer la publication d'un abrégé de son mémoire. Le résultat, c'est bien sûr que, dans la majorité des cas, celui qui fait la recherche répond à des questions qui ne sont pas les siennes :

Au terme de cette étude nous reprendrons la question posée par A. Prost : « La tendance *Syndicats* : tradition pacifiste ou anticommuniste ? ». Il est difficile de conclure autrement que par : *anticommunisme* (14).

Naturellement, la réponse était déjà donnée par la formulation de la question, par l'étrange choix qu'elle présentait : tout l'intérêt d'une recherche sur la tendance *Syndicats* ne serait-il pas à l'inverse de montrer comment le vieux pacifisme du syndicalisme révolutionnaire a pu – par un certain nombre de relais, dont l'anticommunisme – venir justifier le ralliement d'une fraction du syndicalisme à l'Etat vichyssois ? Comment un syndicaliste révolutionnaire peut-il devenir pétainiste ? La question ne peut elle-même être traitée sérieusement que si l'on se demande aussi comment il peut devenir stalinien.

Toutes questions qui sortent évidemment du territoire – de la tranche d’information à traiter – concédé à l’étudiant-chercheur. Celui-ci doit alors se contenter de dépouiller l’information et de classer les coupures de presse dans les casiers préparés par le maître-historien. Au demeurant, même s’il sait ce qu’il a envie de chercher et apporte effectivement une démarche nouvelle, ce n’est pas cela qui va apparaître dans l’article où on lui demandera de synthétiser les « résultats » de sa recherche. Ce qui prend valeur, ce n’est pas le contenu de la recherche, l’analyse qu’elle propose ni son résultat, c’est de fait la seule abstraction de son travail. L’article atteste qu’une partie du social a été vue. L’étudiant est allé faire (ailleurs) un voyage (organisé par le professeur) dont il remet le paysage vu, le voyage terminé, un compte rendu. D’où par exemple l’intérêt du *Mouvement social* pour les analyses de presse où s’effectue un grignotage permanent dont on peut espérer voir la fin : quand sur tous les journaux pourra s’écrire ce point final : « vu ». Le positivisme du *Mouvement social* ne fait que reproduire les conditions de production de l’histoire sociale. L’impensé d’un objet, les frontières d’une discipline, les échelons d’un cursus ferment le cercle de cette histoire.

Aussi bien ne venons-nous pas sur le « territoire » de l’historien social chercher quelque terre vierge pour en faire notre concession. Nous y sommes plutôt entrés en suivant le fil de certaines questions rencontrées ailleurs : comment le pouvoir opère-t-il et comment les idéaux et les pratiques de la révolte peuvent-ils échapper aux réajustements de ses stratégies ? comment la logique des intellectuels vient, elle rencontrer celle des travailleurs ? comment opprime-t-on le peuple au nom du peuple ? comment la libération se change-t-elle en oppression et la révolte en acceptation ? Nous ne voulons pas en savoir *plus* sur les souffrances des combattants du 2 décembre ; nous voulons savoir *autre chose* : comment, pourquoi ces anciens combattants, des montagnes de Kabylie aux rivages du Pacifique, des communistes les plus farouches aux utopistes les plus rêveurs, entendent l’appel de leur Etat et s’empressent de faire valoir leur droit à une pension. Cet épisode du passé nous intéresse en tant qu’il est un épisode de ce présent où se décident notre pensée et notre action : la négociation séculaire entre les représentants de l’Etat moderne et les représentants du travail et de la lutte.

Ce qui nous intéresse : que les archives soient des discours, les « idées » des événements, que l’histoire soit en chaque instant rupture, questionnable seulement d’ici, seulement politiquement.

Collectif *Révoltes logiques*,  
Avril 1977.

## Notes

(1) Jean MAITRON, « Nouvelle étape », n° 33-34, oct. 1960-mars 1961, p. 2.

(2) Ibid. En rappelant ce texte dans une étude consacrée à la réalité actuelle du *Mouvement social*, nous ne voulons pas dissimuler la différence de résonance que peut lui donner l’évolution de la revue : *Le Mouvement social* d’alors était lié à un travail fondamental de constitution d’archives ouvrières et militantes et la « neutralité » affirmée par J. Maitron prenait son sens dans ce travail qui supposait la levée de certains blocages politiques. Aujourd’hui où le *MS* a pour activité dominante la publication de travaux universitaires, elle signifie plutôt la prétention d’exterritorialité de la pratique universitaire.

(3) P. FRIDENSON, « Pour une histoire de l’automobile en France », n° 81, oct.-déc. 1972, p. 8.

(4) C. GRAS, « Régionalisme et histoire sociale », n° 92, juillet-sept. 1975, p. 117.

(5) F. DELPLA, « Les communistes français et la sexualité », n° 91, avril-juin 1975, p. 151.

(6) M. WINOCK, « Une parabole fasciste : Gilles de Drieu La Rochelle », n° 80, juillet-sept. 1972, p. 46.

(7) J. MAITRON, « Un anar, qu’est-ce que c’est ? », n° 83, avril-juin 1973, p. 45.

(8) N° 85, oct.-déc. 1973, notamment « L’idéologie du *Père Duchesne* : les forces adjuvantes », par J. GUILHAUMOU et « Combattants et politiciens. Le discours mythologique sur la politique entre les deux guerres », par A. PROST.

(9) R. TREMPÉ, « Présentation », n° 97, oct.-déc. 1976, p. 34.

(10) *Ibid.*, p. 12.

(11) *Ibid.*, p. 13.

(12) *Ibid.*, p. 13.

(13) G. THULLIER et V. WRIGHT, « Pour l’histoire du coup d’Etat, une source à exploiter : les dossiers des pensionnés du 2 décembre », n° 94, janv.-mars 1976, p. 104

(14) M.F. ROGLIANO, « L’anticommunisme dans la CGT », n° 87, avril-juin 1974, p. 84.